

Rapport annuel du président 2010 à l'assemblée générale du 28 mai 2011

Durant l'année 2010, l'économie réelle s'est définitivement remise de la crise financière, mais certains points faibles sont apparus. Etant donné que le système bancaire n'a pu être sauvé que grâce à une injection massive de liquidités et autres mesures de soutien de la part des banques centrales (avant tout aux USA), certains Etats ont touché et même dépassé la limite de leurs capacités d'endettement, comme par exemple la Grèce ou l'Irlande. Dans ces pays ainsi qu'au Portugal, des faiblesses structurelles jusque là occultées ont vu la lumière du jour. Mais le problème se présente de façon plus ample. L'augmentation généralisée de l'endettement public pose des questions de fond quant à la fonction et aux capacités des états, et en plus il affaiblit la denrée plus importante de la société capitaliste, c'est-à-dire l'argent. A part cela, il a provoqué des réactions politiques importantes. Les représentants des milieux bourgeois et économiques ont demandé avec toujours plus d'insistance la réduction des dépenses publiques – évidemment pas en ce qui concerne les milliards pour le sauvetage des banques, mais des dépenses sociales. Leurs activités n'étaient pas sans succès ; en Suisse, par exemple, la votation référendaire contre le démantèlement de l'assurance-chômage fut perdue, de façon qu'à partir d'avril 2011 environ 15'000 personnes additionnelles se trouvent d'un coup à la fin de leurs droits. Les représentants des banques crient alarme face à une régulation plus stricte des marchés financiers nationaux et internationaux ; ils rappellent de façon fatale le lobby pétrolier aux Etats-Unis qui, avec succès avait affaibli les instances et la législation dans la matière avant la catastrophe pétrolière au golfe du Mexique, ou bien au lobby des centrales nucléaires qui vend à la population depuis des décennies sa technologie «absolument sûre». En même temps, des tendances antilibérales et nationalistes se renforçaient dans presque tous les pays développés (aux USA, sous l'effet d'un mix de chaînes TV réactionnaires et du « tea party »).

Un revenu de base suppose un système de paiements de transfert et par suite un office public chargé d'encaisser et de redistribuer ces ressources. Il va de soi que ce projet va se heurter aux idéologues du «Moins d'Etat», quand bien même le financement serait possible de façon équilibrée et neutre concernant les coûts et qu'il créerait un filet de sécurité efficace dans la perspective d'autres crises du type de la dernière crise bancaire avec la paralysie de plusieurs domaines de l'économie réelle qui s'ensuivit – cette fois-ci pour la population et non pas pour les banques. Mais pour ceux qui considèrent l'ensemble des flux financiers contrôlés par les pouvoirs publics comme des « impôts » et qualifient ceux-ci de seule et ultime source de tous les maux pesant sur l'économie et la démocratie, le revenu de base ne sera jamais un projet viable. Néanmoins, pour autant qu'ils ne soient pas contaminés par ce virus antiétatique, on trouve aussi des économistes libéraux faisant preuve de compréhension et même affichant de la sympathie à l'égard de ce concept. Dans la mesure où tant les représentants des partis bourgeois que ceux de la gauche réussissent pour une fois à dépasser leur guerre de tranchées habituelle, cela augmenterait substantiellement ses chances de succès. En fait, c'est l'instauration d'un revenu de base qui en dépendra.

D'une manière générale, l'année 2010 fut le théâtre de plusieurs développements positifs pour l'idée du revenu de base inconditionnel. En de nombreuses occasions, les médias ont communiqué sur le sujet ; sur ce plan, portée par l'élan de ses fondateurs Daniel Häni et Enno Schmidt, l'initiative pour le revenu de base (Initiative-

Grundeinkommen) de Bâle – qui est aussi membre de BIEN-Suisse – joua une fois de plus un rôle moteur. Pour notre part, le point fort de notre action a été la publication du livre sur « le financement d'un revenu de base », à la réalisation duquel nous avons consacré la majeure partie de nos forces. Bridget Dommen s'est occupée de la rédaction technique et du choix des contributions pour la partie internationale de ce livre ; il est extrêmement intéressant de suivre les diverses approches à ce sujet dans quelques autres pays européens, alors que la contribution de l'Afrique du Sud démontre la pertinence d'un revenu de base aussi pour les pays émergents ou en voie de développement. Pour la Suisse, nous avons réuni les trois « modèles » principaux, notamment celui de la Initiative Grundeinkommen et les deux propositions du président et du vice-président de BIEN-Suisse (qui ont aussi, avec Bridget Dommen, eu la responsabilité des relations avec l'éditeur et des traductions). Avec cet ouvrage, nous mettons fin à une période dans laquelle la discussion se perdait dans le flou d'hypothèses générales; désormais, les partisans et les adversaires d'un revenu de base devront se référer aux calculs que nous avons publiés en octobre de 2010.

Presque en même temps que la publication de cet ouvrage, deux grandes organisations d'importance nationale ont pris des décisions qui vont faire avancer les choses dans notre sens : Le 30 octobre, réuni en congrès national, le Syna, deuxième syndicat de Suisse en importance, a voté une résolution en faveur du revenu de base, et seulement un jour plus tard, les délégués au congrès du Parti Socialiste de Suisse ont décidé de mettre la revendication d'un revenu de base découplé de l'emploi dans leur programme. Ainsi, après les Verts, c'est un deuxième parti politique national qui soutient expressément cette idée, tandis que – fait aussi inattendu que réjouissant – pour la première fois, un syndicat national s'exprime en faveur du revenu de base.

Nous n'oublions certes pas que chez les Verts, au sein du PSS de même que dans le Syna, les concepts et modèles de revenu de base ne sont pas contestés et que la discussion doit s'y poursuivre ; en outre et avant tout, il nous reste encore la tâche importante de présenter et d'expliquer cette proposition à d'autres acteurs du monde politique et économique et de la société, de manière à ce qu'elle puisse faire son chemin démocratique comme fondement réellement progressiste et durable de l'ordre social à venir. Dans les contributions de notre livre sur le financement, il a été démontré que l'instauration d'un revenu de base inconditionnel n'est pas une utopie, qu'elle pourrait se faire dans un avenir proche, sans mettre en danger les mécanismes essentiels de la vie économique et sociale dans leur fonction.

Parallèlement, l'activité quotidienne a également progressé. Cette année aussi, nous avons publié 2 bulletins pour les membres et les personnes intéressées. Le 30 mars à Berne, nous avons pu recevoir de Herbert Jauch les informations de première main au sujet du projet pilote de Otjivero en Namibie. Le 6 juin, l'AG a décidé de soutenir ce projet avec un don plutôt symbolique, étant donné que les sources officielles de financement étaient taries dès la fin 2009. En fait, la suite de cette expérience en Namibie reste pour l'instant tout à fait ouverte ; ce débat suscite de l'intérêt dans le monde entier dans la mesure où tous les aspects importants dont il faut tenir compte lors de l'instauration d'un revenu de base dans les pays du Tiers-Monde y apparaissent en pratique.

En Suisse, parmi d'autres contacts et entretiens, nous avons aussi reçu une demande de la part de la conférence des présidents de l'organisation faitière des personnes handicapées AGILE. Nous prévoyons une rencontre pour cette année.

En 2010 également, nous avons entretenu des contacts internationaux dans le cadre du groupe informel des réseaux allemand, autrichien, suisse ainsi que du Tyrol du sud. Ici, il a été question des préparatifs en vue d'une initiative européenne avec laquelle, à partir de l'année 2011, un million de citoyens d'au 7 pays membres de l'Union et disposant du droit de vote peuvent présenter une demande de référendum à la Commission Européenne. Le revenu de base ferait un excellent thème pour une telle initiative. Par ailleurs, nous avons aussi entretenu nos contacts avec nos voisins français, ainsi que dans le cadre global du réseau international BIEN, notamment en participant au congrès mondial du réseau qui a eu lieu cette année à Sao Paolo.

Au moyen de divers envois à nos membres et autres personnes intéressées, nous avons aussi avancé dans le travail de communication. Parfois il s'est agi de questions relativement simples, comme la mise à jour de notre liste d'adresses, ce qui nous a cependant permis non seulement de simplifier le travail, mais encore d'éviter pas mal de désagréments chez les destinataires. Ce travail a pris pas mal de temps et je profite de l'occasion pour remercier expressément notre secrétaire Elisabeth di Zuzio qui s'en est chargé.

L'an passé, nous avons insisté sur le fait que pour accomplir nos activités, nous avons besoin de plus de forces. La démarche a connu un début de succès encourageant ; ainsi, nous avons pu élire Anne Béatrice Duparc au comité ainsi que Ralph Kundig. Ce dernier a, par la suite et à ma demande, renoncé à son mandat en raison d'une divergence de vue avec moi portant sur la formulation de la pétition européenne sur notre site internet et plus généralement, sur ma façon d'exercer la fonction de président. Nous sommes heureux qu'il continue sa fonction de webmaster de premier ordre qui nous a aidé sur le plan informatique bien au delà de son mandat. J'aimerais le remercier ici au nom du Comité pour son immense engagement désintéressé. Enfin, depuis le mois de décembre 2010, Bernard Genoud nous soutient avec multiples activités ; nos remerciements vont aussi à son adresse. Ce qui ne veut pas dire que nous sommes « complets » : par exemple, nous cherchons encore un (ou deux) responsable(s) de la rédaction/modération pour notre site internet (allemand et français) et éventuellement, ce qui serait en quelque sorte une apothéose, un volontaire pour la version anglaise du site (qui n'existe pas encore), pour documenter notre participation à la communication internationale dans le cadre de BIEN.

Pour terminer ce rapport annuel, je voudrais esquisser les perspectives pour les temps qui viennent. La «Initiative Grundeinkommen» de Bâle ainsi que l'Agence pour le revenu de base de Zurich ont pris la décision de lancer une initiative populaire pour l'instauration d'un revenu de base déjà en 2012. Au moment de la rédaction de ce rapport, nous n'avons pas encore d'indications détaillées concernant le texte de l'initiative et le modèle sur lequel elle s'appuie, de sorte que nous ne pouvons prendre position concrètement ; nous pensons néanmoins que BIEN-Suisse soutiendra cette initiative. Ainsi, un vieux rêve semble se réaliser dans un délai inespéré et nous sommes persuadés que ce sera l'occasion, au contact du public, dans les médias, ainsi qu'avec les organisations et unions, de familiariser l'opinion publique avec le concept, les différents modèles et plus généralement avec l'« impulsion culturelle » du revenu de base.

Genève, 28 mai 2011

Le président : Albert Jörimann